

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

22 mars 2021

---

**LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE - (N° 3995)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 532

présenté par

M. Le Fur, Mme Anthoine, Mme Audibert, M. Bazin, Mme Boëlle, Mme Bouchet Bellecourt, M. Bourgeaux, Mme Corneloup, Mme Dalloz, M. Rémi Delatte, Mme Marianne Dubois, M. Pierre-Henri Dumont, M. Deflesselles, M. Kamardine, M. de la Verpillière, M. Menuel, M. Perrut, Mme Poletti, M. Quentin, M. Reiss, M. Sermier, M. Vatin et M. Viry

-----

**ARTICLE 68**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à supprimer le délit d'écocide tel que prévu par le projet de Loi.

La plupart des drames environnementaux sont en effet des systèmes complexes, multifactoriels, et ne sont pas le fait d'une seule personne ou d'une seule entreprise.

Un autre obstacle réside dans l'évaluation précise des faits afin de pouvoir déterminer s'ils sont « intentionnels », « graves », « répétés » et « commis en connaissance » de cause. Autant d'éléments subjectifs que les juges devront examiner pour déterminer si certains individus doivent être incriminés. Or l'appareil judiciaire actuel n'est guère adapté à cette nouvelle figure.

Et l'on peut s'interroger sur la capacité du droit de la procédure pénale à présenter suffisamment de souplesse pour que la preuve de l'intentionnalité ou de la connaissance du dépassement des limites planétaires soit rapportée par les victimes au procès.

En outre, le crime d'écocide peut être considéré comme le pendant « pénal » du « préjudice écologique pur », déjà inscrit dans le code civil, et dont la définition est « une atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ».

